

NOËL TOUTE L'ANNÉE

Le blog de Noël Mamère.

Sarkozy et la justice : impunité, morgue et mépris de classe

Noël Mamère

Député de Gironde Publié le 25/03/2013 à 18h20

Nous savions qu'il y avait quelque chose de pourri au royaume de Sarkozy, mais nous n'imaginions pas à quel point ce clan habitué du pouvoir considérait le pays comme sa propriété.

Après avoir humilié les magistrats pendant cinq ans (souvenons-nous des « petits pois »), mis à l'écart les juges d'instruction gênants pour les siens, tenté par tous les moyens de faire obstacle à la justice, nommé ses affidés aux postes-clef, fait voter des lois pour criminaliser les plus pauvres, voilà que monsieur Sarkozy crie à l'injustice quand elle fait son travail et qu'elle le met en examen.

Crime de lèse-majesté

Si j'ai bien compris ce que j'entends depuis deux jours, des amis de l'ancien Président, pour Sarkozy et les siens, la justice n'est respectable que quand elle leur est soumise. Ayant vécu dans l'impunité pendant des années, ils se pensaient intouchables et s'imaginaient sans doute que les magistrats n'oseraient jamais les placer devant leurs responsabilités.

Mauvaise pioche. Sarkozy est tombé sur trois juges d'instruction indépendants, capables de résister à toute forme de pression et se méfiant comme de la peste de tout ce qui transpire le pouvoir. Crime de lèse-majesté, ils ont donc osé mettre en examen celui qui croyait s'être tiré à bon compte de l'affaire Woerth-Bettencourt, et qui pensait si fort à revenir au pouvoir comme un toxicomane en manque.

Nicolas Sarkozy est aujourd'hui un justiciable comme les autres, mais un justiciable qui, malgré ses grandes déclarations, ne croit pas à la justice. Et c'est bien là que se pose le problème de fond. Voilà un homme qui a été le garant de nos institutions pendant cinq ans et qui ne croyait pas à l'une des plus importantes pour notre démocratie : la justice.

Le vrai visage du sarkozysme

Pendant dix ans, au ministère de l'Intérieur comme à l'Elysée, il lui a préféré la police, et avait même osé la déchéance de la nationalité pour les assassins de gendarmes et de policiers.

En créant un tel déséquilibre, une telle inégalité entre deux institutions indispensables au bon fonctionnement démocratique, il a ouvert une brèche dangereuse dans laquelle sont en train de s'engouffrer intégristes et populistes, qui préfèrent ce qui est fort à ce qui est juste. Le poison a été instillé, qui mine le pays et le divise dangereusement.

Le vrai visage du sarkozysme, de ce qu'il incarne et de ce qu'il porte comme dangers à venir pour notre pays est en train d'apparaître au grand jour. Tel le portrait de Dorian Gray, il est en train de se déformer et de nous montrer ce qu'il y a de plus laid dans les pratiques de cette droite de parvenus sans foi ni loi.

Comment peut-on, dans la France d'aujourd'hui, à côté de pays aussi exigeants sur ces sujets que le sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la Suède, affirmer que la France a été « salie » parce qu'un juge d'instruction a mis en examen un ancien président de la République ? Où est le respect de l'Etat de droit dans un pays qui se dit moderne et démocratique ?

« La parole d'un majordome... »

Quelle image donne-t-on au reste du monde quand un ancien Président, des ex-ministres, des députés crient au loup lorsque la justice ne fait que son travail en toute indépendance ?

Revenu sur le plancher des vaches, Sarkozy ne comprend plus le monde, celui qu'il regardait depuis son bunker de l'Elysée ou derrière des cordons de CRS quand il se déplaçait en province en exigeant que l'on sélectionne les personnes prises en photo autour de lui... Et quand ce monde s'approchait un peu trop de lui, d'homme à homme, alors il lui lançait « casse-toi pov' con ». C'est ça le monde selon Sarkozy!

Celui de l'impunité, de la morgue et du mépris de classe. Ainsi vaut-il mieux oublier le nom de ce secrétaire national de l'UMP qui disait tantôt :

« Comment peut-on croire à la parole d'un majordome contre celle d'un ancien président de la République ? »

Et ce sont ces gens-là qui voudraient revenir au pouvoir en nous parlant de tolérance zéro, de devoir des citoyens, d'intégrité... Bref, l'arsenal lexical des bien-pensants qui n'aiment le peuple que lorsqu'il se tait et qu'il courbe l'échine.

Sarkozy déclare la guerre à nos institutions

En fait, Sarkozy et les siens ne déclarent pas simplement la guerre à la justice, mais à nos institutions. C'est en ce sens qu'ils sont dangereux et qu'ils représentent une menace pour notre équilibre démocratique difficilement construit depuis 250 ans.

Voilà pourquoi il me semble inconcevable, du point de vue de la morale publique et du respect de ces institutions, que messieurs Chirac et Sarkozy continuent d'être membres du Conseil constitutionnel, garant de nos libertés publiques, même s'ils n'y siègent pas provisoirement.

Voilà pourquoi il faut accélérer la réforme du statut pénal du chef de l'Etat (comme nous l'avions proposée à l'Assemblée, en 2011) qui mette fin à l'impunité dont il bénéficie alors qu'il devrait pouvoir répondre d'actes commis avant sa prise de fonction ou détachables de sa fonction ; réforme qui doit s'accompagner de la suppression de la Cour de justice de la République, qui n'est rien d'autre qu'une justice d'exception réservée aux puissants.

Voilà pourquoi il faut accélérer la réforme visant à ce qu'un ancien président de la République ne siège plus automatiquement au Conseil constitutionnel (avec effet immédiat) et que nous nous dotions enfin d'une vraie Cour constitutionnelle indépendante, à l'image de nos voisins allemands.

Des visites chez une vielle dame riche

Au moment où j'écris ces lignes, Nicolas Sarkozy <u>vient de s'exprimer sur Facebook</u> pour en rajouter dans ses attaques contre la Justice, tout en nous précisant qu'il n'a « jamais failli au devoir de sa charge »...

La cause de sa mise en examen n'a rien à voir avec sa fonction, mais avec des visites répétées chez une vielle dame riche n'étant plus en possession de tous ses moyens, au moment d'une campagne électorale décisive qui l'a conduit au plus haut sommet de l'Etat.

Non, monsieur Sarkozy, vous ne pouvez plus jouer sur les mots ni manipuler les hommes. Ce tempslà est fini. Vous êtes aujourd'hui un citoyen ordinaire dans l'obligation de rendre compte à la justice, comme tous les autres Français ordinaires. Ne salissez pas nos institutions.

Affaire Bettencourt : Sarkozy choisit Facebook pour s'exprimer

Sarkozy mis en examen pour « abus de faiblesse » sur Liliane Bettencourt



dips d'interventions d'Etienne CHOUARD

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=oN5tdMSXWV8#